

Le Canada lance un appel à toutes les parties pour qu'elles collaborent aux secours humanitaires. Les rapports les plus récents font état d'une période de six mois pendant laquelle il faudrait répartir 110 millions de dollars en nourriture, en matériel médical et en fournitures agricoles. La communauté internationale doit reconnaître que cet effort, même s'il est couronné de succès, ne saurait qu'empêcher momentanément la situation de se détériorer, et ce, pour un peu plus de la moitié de la population seulement. On prévoit déjà des secours pour la deuxième période de six mois, mais là encore la portée de l'effort est très limitée.

Peu à peu, l'inquiétude profonde des Canadiens devant les conditions qui règnent au Kampuchea s'exprime non plus par la colère mais par la détermination — ils tiennent à ce que les faits soient reconnus par la communauté internationale et à ce que des solutions soient recherchées.

L'apport de secours humanitaires et le traitement du problème des réfugiés ne sont que des palliatifs. Pour que le long terme donne à la nation kampuchéenne des chances d'exister, il faut s'attaquer aux problèmes actuels de son organisation sociale et politique. Nous sommes rassemblés ici pour discuter de ces questions, pour peser les choix qui s'offrent et pour prendre des mesures vigoureuses pour les régler.

Il faut notamment s'occuper des questions suivantes: reconnaître le rôle que joue le Vietnam au Kampuchea; établir le lien entre la situation au Kampuchea et la stabilité de l'ensemble de l'Asie du Sud-Est; fixer les principes sur lesquels devrait reposer le règlement de la situation; et examiner les moyens devant aboutir à une solution politique durable.

Nous condamnons sans réserve le génocide pratiqué par le gouvernement Pol Pot. Toutefois, nous n'acceptons pas la thèse selon laquelle l'invasion du Kampuchea avait pour seul but de délivrer ce pays de la tyrannie. Il apparaît clairement que l'objectif de l'invasion était d'établir un régime docile et servile. Quels qu'aient pu être les motifs du Vietnam, ils sont interprétés par les pays voisins et par la plus grande partie de la communauté internationale comme une tentative de créer à ses frontières un Etat vassal qui lui serait inféodé.

Deux points précis méritent d'être relevés ici. L'une des raisons invoquées par le Vietnam pour expliquer son action contre le Kampuchea est la question de conflits frontaliers. Si de graves problèmes existaient vraiment à la frontière entre le Vietnam et le Kampuchea, il n'aurait guère été nécessaire d'occuper la totalité du pays pour les résoudre. En deuxième lieu, la prétention contenue dans la résolution présentée par le Vietnam, selon laquelle le peuple du Kampuchea aurait invité le Vietnam à intervenir et que pareille action serait conforme à la Charte, est, au mieux, une distorsion des intentions des auteurs de ce document. Si telles avaient été leurs intentions, cette disposition ne serait qu'une incitation au trouble et un prétexte à l'agression. Quoi qu'il en soit, rien ne prouve que le peuple kampuchéen ait demandé l'intervention de troupes étrangères. La situation actuelle porte plutôt à croire que le Vietnam s'est immiscé dans les affaires internes du Kampuchea, non pas pour délivrer la population d'un régime manifestement odieux, mais bien pour satisfaire son désir d'étendre son

---